

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 5 DÉCEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS  
METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 16**

**QUORUM : 9**

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3

**OBJET DE LA DECISION**

**N° 22/654**

**CONTRAT COMPLEMENTAIRE  
AU CONTRAT N°10763 DE  
FOURNITURE D'EAU BRUTE  
ET D'EAU POTABLE A LA  
METROPOLE TOULON  
PROVENCE MEDITERRANEE -  
SECTEUR CENTRE DURANT  
LES TRAVAUX SUR  
L'AQUEDUC DE CARCES**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

**PRESENTS :**

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY.

**ABSENTS :**

M. Arnaud LATIL, M. Jean-Pierre COLIN, M. Christian SIMON.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 22/654**

**BUREAU DU 5 DÉCEMBRE 2022**

**O B J E T : CONTRAT COMPLEMENTAIRE AU CONTRAT N°10763  
DE FOURNITURE D'EAU BRUTE ET D'EAU POTABLE A  
LA METROPOLE TOULON PROVENCE  
MEDITERRANEE - SECTEUR CENTRE DURANT LES  
TRAVAUX SUR L'AQUEDUC DE CARCES**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°21/09/283 du 30 septembre 2021 approuvant le choix du délégataire pour le service d'eau potable du secteur centre du 01/01/2022 au 31/12/2023,

**VU** le contrat de Délégation de Service Public d'eau potable conclu avec la société Compagnie des Eaux et de l'Ozone (CEO) pour l'exploitation du service d'eau potable du secteur centre du 01/01/2022 au 31/12/2033, en particulier l'article 5.2.5 relatif aux achats d'eau en gros,

**VU** le protocole d'accord n°10762 conclu entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Société du Canal de Provence (SCP) le 14/03/2022 dans le cadre d'une gestion coordonnée des ressources du Verdon et du lac de Carcès,

**VU** le contrat de fourniture d'eau brute et d'eau potable de la Métropole Toulon Provence Méditerranée n°10763 régissant l'alimentation aux postes de livraison des Laures, Fort Rouge et Pierrascas, signé le 14/03/2022 avec la société de la Compagnie des Eaux et de l'Ozone, délégataire du contrat d'alimentation en eau potable du secteur centre et la Société du Canal de Provence,

**VU** les conclusions en date du 7 juin 2022 de la mission de diagnostic structure d'une partie de l'aqueduc de transport d'eau brute de Carcès - la Valette formant un pont cadre confiée au Bureau d'Etudes Techniques EPR mettant en avant un risque de rupture avéré et immédiat du pont-canal,

**VU** l'avis de la Commission des Finances et Administration Générale en date du 05 décembre 2022,

**VU** l'avis de la Commission Espaces Publics et Proximité en date du 06 décembre 2022,

**CONSIDERANT** la nécessité d'engager des travaux d'urgence de l'aqueduc de Carcès concerné par le risque de rupture immédiat et avéré du pont-canal au niveau de la commune de Flassans-sur-Issole,

**CONSIDERANT** que ces travaux rendront l'aqueduc inexploitable durant 4 mois du 01/02/2023 au 31/05/2023,

**CONSIDERANT** que durant cette période de travaux, l'usine de la Valette sera alors alimentée exclusivement par la ressource du Verdon de la concession régionale du Canal de Provence,

**CONSIDERANT** que pour permettre de mobiliser la ressource du Verdon à moindre coût durant la phase de travaux, et isoler le coût supplémentaire des achats d'eau liés aux travaux sur l'aqueduc, la Métropole TPM, la société Compagnie des Eaux et de l'Ozone et la Société du Canal de Provence ont convenu d'établir un contrat temporaire et complémentaire au contrat n°10763 pour la période couvrant les travaux,

**CONSIDERANT** que la charge du coût complémentaire des achats d'eau liée à ces travaux sera supportée directement par la Métropole TPM du fait que ces travaux ne sont pas prévus dans le contrat de la Délégation de Service Public confiée à la société Compagnie des Eaux et de l'Ozone,

**CONSIDERANT** la nécessité de transcrire les modalités des achats temporaires ainsi que les modalités de facturation et de règlement des redevances associées, dans un contrat n°10906 dénommé contrat complémentaire au contrat n°10763 pour la fourniture d'eau brute à la Métropole Toulon Provence Méditerranée – secteur centre durant les travaux sur l'aqueduc de Carcès, joint en annexe de la présente décision,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé ci-dessus.

### **ARTICLE 2**

**D'APPROUVER** les termes du contrat n°10906 dénommé contrat complémentaire au contrat n°10763 pour la fourniture d'eau brute à la Métropole Toulon Provence Méditerranée – secteur centre durant les travaux sur l'aqueduc de Carcès.

### **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole TPM à :

- Signer le contrat n°10906 dénommé contrat complémentaire au contrat n°10763 pour la fourniture d'eau brute à la Métropole Toulon Provence Méditerranée – secteur centre durant les travaux sur l'aqueduc de Carcès,
- Liquider au profit de la Société du Canal de Provence (SCP) les factures d'achats d'eau complémentaires associés aux travaux objet du contrat complémentaire n°10906,
- Emettre les titres de recettes à l'encontre de la Compagnie des Eaux et de l'Ozone (CEO) titulaire du contrat de Délégation de Service Public d'eau potable du secteur centre du 01/01/2022 au 31/12/2033, pour le remboursement de la redevance Prélèvement des Ressources (agence de l'eau) réglée par la Métropole TPM au titre des factures d'achat d'eau complémentaires associés aux travaux de la Société du Canal de Provence du contrat complémentaire n°10906.

#### **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que les crédits liés aux achats d'eau seront inscrits au budget primitif 2023 du budget annexe Eau au chapitre 011 article 605 opération 40020.

#### **ARTICLE 5**

**DE DIRE** que les recettes liées à la refacturation de la part Redevance Prélèvement des Ressources au délégataire Eau Potable secteur centre seront constatées sur le budget annexe Eau Chapitre 70 article 70128 opération 40020.

#### **ARTICLE 6**

**DE CHARGER** Monsieur le Président de la Métropole TPM de prendre toutes les dispositions et de signer tous les actes nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

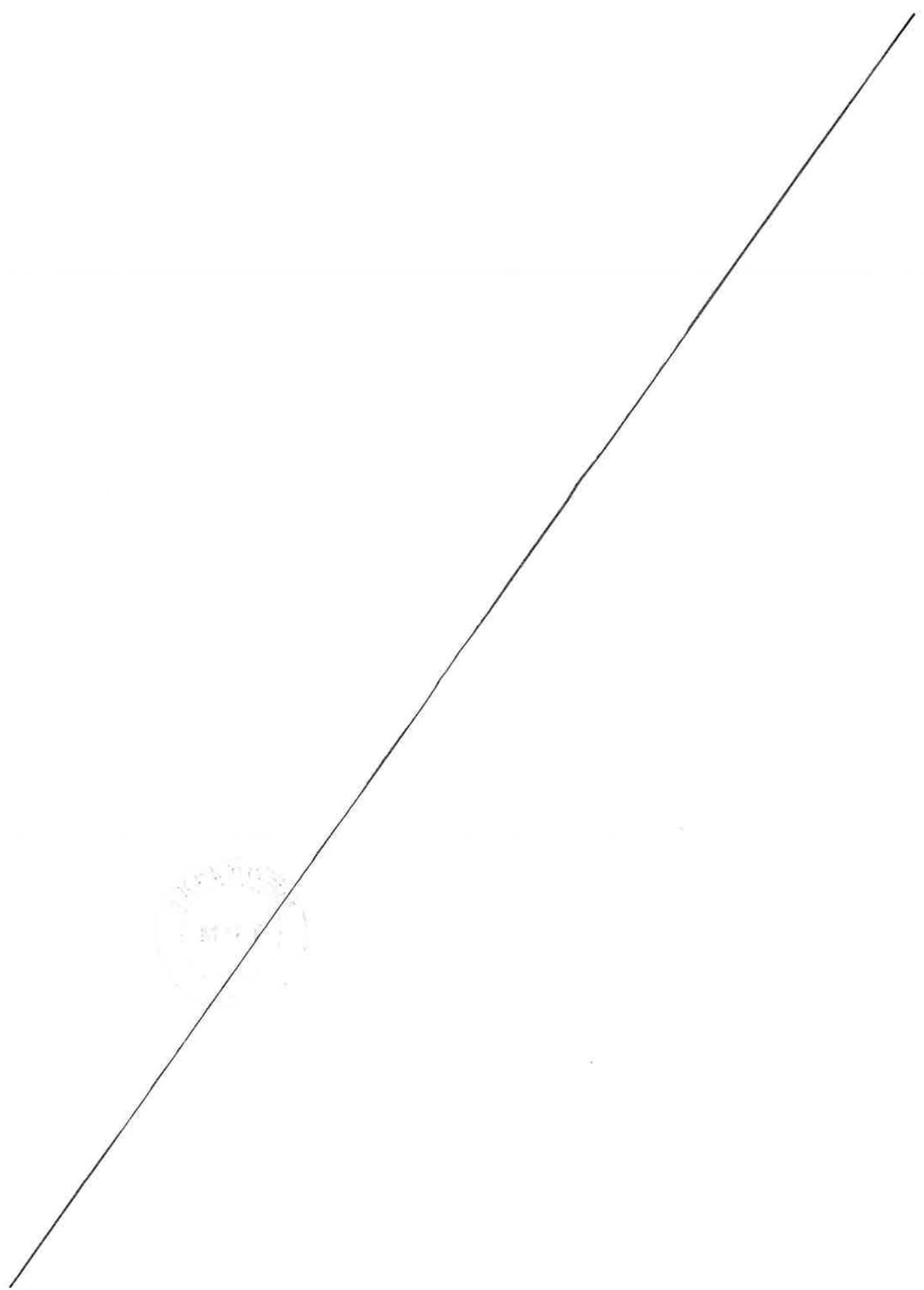
Fait à Toulon, le 5 décembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre



POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0



## **METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

### **LA COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE**

Délégataire de service public de production d'eau potable de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur le secteur Centre

### **SOCIETE DU CANAL DE PROVENCE**

### **ET D'AMENAGEMENT DE LA REGION PROVENÇALE**

Concession Régionale du Canal de Provence

## **CONTRAT N° 10906**

## **CONTRAT COMPLEMENTAIRE AU CONTRAT N° 10763 POUR LA FOURNITURE TEMPORAIRE D'EAU BRUTE A LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE - SECTEUR CENTRE DURANT LES TRAVAUX SUR L'AQUEDUC DE CARCES**

Octobre 2022

**CONTRAT DE FOURNITURE D'EAU N°10906**

<b>N° Client :</b>	N° 135955 (MTPM Contractant et payeur) N° 126779 (CEO Contractant )
<b>Poste :</b>	N° 28.01.90.843 (Les Laures Complément)

ENTRE :

**La METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE** représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, agissant en vertu de la délibération N°.....du Conseil Métropolitain en date du ..... et désignée dans ce qui suit par "**Métropole TPM**"

**LA COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE** Société en commandite par actions au capital de 4 846 880 euros, dont le Siège Social est 21 rue de La Boétie, immatriculée sous le numéro 775 667 363 RCS Paris, et faisant élection de domicile en ses locaux sis Rue des Oliviers ZA le Pouverel 83130 LA GARDE, représentée par le Directeur du Territoire Var Provence Méditerranée, Monsieur Olivier CAVALLO et dénommée dans ce qui suit par « **CEO** »

Désignés conjointement par « **Le Client** »

d'une part,

ET :

**La SOCIETE DU CANAL DE PROVENCE ET D'AMENAGEMENT DE LA REGION PROVENCALE**, S.A. d'économie mixte, immatriculée au RCS d'Aix-en-Provence sous le numéro 057 813 131 dont le siège social est situé au Tholonet - CS 70064 - 13182 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 5,

agissant en qualité de concessionnaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur au terme du décret de concession N°63-509 du 15 mai 1963, de la convention relative au transfert à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur des biens de la concession d'Etat signée le 30 décembre 2008 et de l'avenant à la convention et au cahier des charges de la concession signé le 9 février 2009 entre la Région et la SCP, représentée par son Directeur du Développement, Monsieur Benoit MOREAU, et désignée ci-après par « **SCP** »

d'autre part,

Désignés conjointement par "**les Parties**"

Il est exposé et arrêté ce qui suit :



## **PREAMBULE**

La Métropole TPM et la SCP ont signé le 14 mars 2022 le protocole d'accord N° 10762 relatif aux conditions d'alimentation en eau de la Métropole TPM par la SCP dans le cadre d'une gestion coordonnée des ressources du Verdon et des ressources locales métropolitaines.

Un des engagements principaux de cet accord est la concertation entre les deux parties pour faciliter les grandes opérations de rénovation de la Métropole TPM et de la concession régionale du Canal de Provence.

En parallèle à ce protocole, La Métropole TPM, la CEO, en sa qualité de délégataire du service public d'eau potable ( DSP) du secteur Centre de la Métropole TPM, et la SCP ont signé le 14 mars 2022 le contrat de fourniture d'eau N° 10763 qui fixe les conditions d'alimentation en eau du secteur Centre au poste des Laures à compter du 01/01/2022.

La Métropole TPM doit engager des travaux d'urgence sur un tronçon de l'aqueduc de Carcès au niveau de la commune de Flassans-sur-Issole qui rendront l'aqueduc inexploitable durant les 4 mois de chantier.

Durant cette période de travaux qui s'échelonnent entre le 01 février et le 31 mai 2023, l'usine de la Valette sera alors alimentée exclusivement par la ressource Verdon de la concession régionale du Canal de Provence.

Ces travaux ne sont pas prévus dans le contrat de DSP confié à la CEO. La charge du coût complémentaire des achats d'eau lié à ces travaux sera supportée directement par la Métropole TPM.

Pour permettre à la Métropole TPM de mobiliser la ressource du Verdon à moindre coût durant la phase de travaux, et isoler le coût supplémentaire des achats d'eau liés aux travaux sur l'aqueduc, la Métropole TPM, la CEO et la SCP ont convenu d'établir un contrat temporaire et complémentaire au contrat N° 10763 pour la période couvrant les travaux.

## **TITRE I - CONDITIONS GENERALES**

Le présent contrat est conclu aux conditions générales du service des eaux urbaines de la SCP ci-jointes, constatées par procès-verbal établi par Maître MOYA, huissier de justice à Aix en Provence en date du 16/12/2021, et approuvées par délibération de la Région Provence Alpes Côte d'azur, autorité concédante de la SCP en date du 17/12/2021, dont le Client déclare avoir pris connaissance et accepté les termes, ainsi qu'aux conditions particulières ci-dessous qui prévalent sur les conditions générales dans la mesure où elles traitent des mêmes articles et pour ce en quoi les conditions particulières y dérogent.

## TITRE II – CONDITIONS PARTICULIERES

### ARTICLE 1 – DUREE DU CONTRAT

Le contrat est conclu sur une durée de 4 mois, du 01 février au 31 mai 2023, correspondant à la durée des travaux sur d'aqueduc de Carcès le rendant inexploitable pour l'alimentation de l'usine de la Valette.

### ARTICLE 2 - DÉBITS SOUSCRITS

La Métropole TPM souscrit du 1<sup>er</sup> février au 31 mai 2023, selon les conditions tarifaires précisées à l'article 5, les débits suivants :

- **Au poste de livraison N° 28.01.90.843 dit «Les Laures Complément »**
  - En fourniture annuelle eau brute.....355 l/s (trois cent cinquante-cinq litres par seconde)

Ces souscriptions en fourniture annuelle viennent se substituer à la souscription secours du contrat N° 10763 sur la tranche de 355 l/s pour la durée du contrat.

### ARTICLE 3 – MISE A DISPOSITION DES EAUX

#### Equipement du poste de livraison et mesure des quantités d'eau fournies

Pour la durée du contrat, la valeur des tranches du compteur multi-tranches du poste des Laures mentionnées à l'article 4.2 du contrat N° 10763 - Equipement du poste de livraison et mesure des quantités d'eau fournies – Poste de livraison des Laures sont modifiées et remplacées par les dispositions ci-dessous :

Le poste de livraison est équipé d'appareillages permettant le comptage des volumes livrés et la limitation des débits. Le compteur installé est de type multi tranches.

Le débit de 765 l/s souscrit sur le poste des Laures est mis à disposition en permanence par la SCP (hors demande de transfert des souscriptions).

Comme stipulé à l'article 3 du contrat N°10763, en cas de besoin, le Client peut demander le transfert des 35 l/s souscrits en secours du poste de Pierrascas sur le poste des Laures.

De par ce contrat complémentaire, et pour sa durée, les tranches sont ainsi définies :

	Débits souscrits	Tarifs appliqués
1 <sup>ère</sup> tranche	0 – 147 l/s	Contrat 10763 - Complément de ressource
2 <sup>ème</sup> tranche	147- 502 l/s	<b>Contrat 10906</b> - Complément de ressource
3 <sup>ème</sup> tranche	502 - 765 l/s	Contrat 10763 - Secours
4 <sup>ème</sup> tranche	765 - 800 l/s	Contrat 10763 - Secours (si demande de transfert de Pierrascas aux Laures)

Comme stipulé à l'article 3 du contrat N°10763, en cas de besoin, le Client peut demander le transfert d'un débit de 257 l/s en secours du poste des Laures sur le poste de Fort Rouge.

De par ce contrat complémentaire, et pour sa durée, les tranches sont ainsi définies :

	Débits souscrits	Tarifs appliqués
1 <sup>ère</sup> tranche	0 - 147 l/s	Contrat 10763 - Complément de ressource
2 <sup>ème</sup> tranche	147 - 502 l/s	<b>Contrat 10906</b> - Complément de ressource
3 <sup>ème</sup> tranche	502 - 508l/s	Contrat 10763 - Secours
4 <sup>ème</sup> tranche	508 - 543l/s	Contrat 10763 - Secours (si demande de transfert de Pierrascas aux Laures)
	Au-delà des tranches 3 ou 4	Contrat 10763 - Fournitures imprévues

Comme stipulé à l'article 3 du contrat N°10763, en cas de besoin, le Client peut demander le transfert du débit de 147 l/s en fourniture annuelle du poste des Laures sur le poste de Fort Rouge.

De par ce contrat complémentaire, et pour sa durée, les tranches sont ainsi définies :

	Débits souscrits	Tarifs appliqués
1 <sup>ère</sup> tranche	0 - 355 l/s	<b>Contrat 10906</b> - Complément de ressource
2 <sup>ème</sup> tranche	355 - 618 l/s	Contrat 10763 - Secours
3 <sup>ème</sup> tranche	618 - 653 l/s	Contrat 10763 - Secours (si demande de transfert de Pierrascas aux Laures)
	Au-delà des tranches 2 ou 3	Contrat 10763 - Fournitures imprévues

**ARTICLE 4 – DEDUCTION DE LA REDEVANCE DE DEBIT SECOURS DU CONTRAT 10763**

Le débit mis à disposition aux Laures reste de 765l/s (hors demande de transfert de souscriptions). La souscription de 355 l/s en fourniture annuelle vient se substituer au secours souscrit sur le contrat 10763, pour le même débit et pour la période du 01/02/2023 au 31/05/2023.

La déduction du prorata de la redevance secours réglée sur le contrat N° 10763 sera faite sur le présent contrat.

Cette déduction sera calculée avec le barème secours eau brute de la zone tarifaire 1 applicable au 01/01/2023 selon les dispositions relatives à la révision des redevances prévues à l'article 42 des conditions générales du service de l'eau.

A titre indicatif, avec les barèmes 2022, la déduction serait de :

$$1321,77 \times 120/365 \text{ (jours)} \times 355 \text{ (l/s)} = - 154\,267 \text{ € hors taxe}$$

**ARTICLE 5 – TARIFS**

Le tarif appliqué aux fournitures d'eau brute effectuées par la SCP au poste des Laures au titre du présent contrat est celui de la zone tarifaire 1 – Tarif Complément de ressource.

La redevance annuelle de débit sera calculée au prorata de la durée du contrat.

De même les paramètres fixes du coefficient d'utilisation des ouvrages seront réduits au prorata de la durée du contrat.

A titre indicatif les barèmes de l'année 2022 sont indiqués ci-dessous.

. Redevance annuelle de débit en € HT par litre/seconde souscrit :

$$(3251,56 + (5527,66/Q-1)) \times \text{CUO}$$

Q = Débit souscrit en litre/seconde.

CUO = Coefficient d'utilisation des ouvrages prévu à l'article 32.4 des conditions générales.

. Redevance de consommation en € HT par mètre cube :

En période hors pointe (15 septembre - 14 mai).....	0,10139
En période de pointe (15 mai - 14 septembre).....	0,31832

Les redevances annuelles de débit et de consommation sont révisées en fonction des variations économiques ainsi que le prévoit l'article 42 des conditions générales du service de l'eau.

## **ARTICLE 5 - FACTURATION ET REGLEMENT DES REDEVANCES**

### **5.1 - Modalités de facturation des redevances**

Deux factures seront établies pour ce contrat :

Une première facture d'acompte, émise au cours du mois de février 2023, qui correspond :

- au règlement d'un acompte représentant la moitié de la redevance annuelle de débit de la fourniture annuelle.

La deuxième facture définitive, émise au cours du mois de juin 2023, qui correspond :

- au règlement du solde de la redevance annuelle de débit compte tenu du coefficient d'utilisation des ouvrages et déduction faite du 1er acompte sur la fourniture annuelle.
- au règlement des redevances proportionnelles aux consommations
- à la déduction du prorata de la redevance annuelle de secours réglée sur le contrat N° 10763.

### **5.2 - Taxes et Impôts**

Conformément à la législation en vigueur, les redevances sont explicitement majorées, lors de la facturation, de la TVA (5,5% actuellement) et des charges fiscales ou redevances frappant éventuellement les ventes d'eau.

Les redevances de l'Agence de l'Eau (RAE) liées aux prélèvements d'eau, telles qu'approuvées par le Comité de Bassin, payées à l'Agence par la SCP, sont facturées à la métropole TPM par application d'une contre-valeur calculée ainsi qu'il suit :

Le montant facturé est proportionnel aux volumes d'eau prélevés, c'est à dire aux volumes effectivement livrés affectés du coefficient de rendement des ouvrages. Ce coefficient est calculé annuellement comme étant la moyenne des rendements des trois dernières années échues.

A titre indicatif, pour l'année 2021, le coefficient de rendement s'élevait à 0,87.

La Métropole TPM refacturera le montant de la contre-valeur de la RAE qu'elle a effectivement réglée à la SCP au titre de ce contrat à la CEO. CEO répercutera ce montant dans le calcul de la contre-valeur appliquée sur les factures des abonnés au service.

### **5.3 - Envoi des factures et responsabilité du paiement**

Les factures seront établies au nom de la Métropole TPM qui en assurera le règlement.

La réglementation imposant le dépôt sur la plateforme "chorus" des factures émises par la SCP, la Métropole TPM a la responsabilité de lui transmettre les identifiants "chorus" avant l'émission de la facture pour en permettre le dépôt.

Si les identifiants définis à la date de signature du contrat devaient changer, la Métropole TPM s'engage à en informer la SCP au plus tôt.

## **ARTICLE 6 - PRISE D'EFFET ET VALIDITE DU CONTRAT N° 10763**

Le présent contrat prend effet à compter du 01/02/2023.

Ce contrat modifie temporairement l'article 4.2 du contrat 10763 signé entre MTPM/ CEO /SCP le 14/03/2022 pour la période du 01/02/2023 au 31/05/2023.

Toutes les autres clauses du contrat N°10763 restent inchangées et s'appliquent de plein droit tant qu'elles ne sont pas contradictoires à celles du présent contrat.

Fait au Tholonet, le

Le Directeur Développement  
de la Société du Canal de Provence  
et d'Aménagement de la Région Provençale,

Benoit MOREAU

A Toulon, le

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée,  
Ancien Ministre,

Hubert FALCO

A La Garde, le

Le Directeur du Territoire Var Provence Méditerranée  
De la Compagnie des Eaux et de l'Ozone,

Olivier CAVALLO

## **ANNEXES**

- **Conditions générales du service de l'eau : Eaux urbaines de la SCP**

CG 25/décembre 2021 ; constatées par procès-verbal établi par Maître MOYA, huissier de justice à Aix en Provence en date du 16/12/2021.



# CONDITIONS GÉNÉRALES DU SERVICE DE L'EAU

## EAUX URBAINES



### AMÉNAGEMENT HYDRAULIQUE DU CANAL DE PROVENCE



#### GLOSSAIRE

**Les conditions générales du service de l'eau** définissent les obligations mutuelles de la SCP et de ses Clients dans le cadre de la fourniture d'eau pour les besoins des collectivités.

**La SCP** désigne la Société du Canal de Provence.

**Le Client** désigne le titulaire du contrat.

**Le débit** est le volume d'eau (en litre) délivré par unité de temps (en seconde).

**Le point de livraison** désigne la limite entre le réseau SCP et le réseau privatif du Client.

**Le poste de livraison** désigne l'ouvrage de livraison d'eau matérialisé par un regard enterré. Il abrite les équipements permettant de contrôler les débits et de comptabiliser les volumes livrés aux Clients.

**Le compteur multitranches** désigne le compteur qui distingue les débits correspondant à chaque type de fourniture et calcule les volumes consommés par tranche qui en résultent.

**Le compteur totalisateur** désigne l'appareil unique de comptage sans distinction de tranche de débits.

**La pression** désigne la charge disponible pour le débit souscrit exprimée en mCE (mètre de colonne d'eau) à la sortie de la prise (1 bar ~ 10,2 mCE).

**La pression garantie** désigne la pression minimale garantie contractuellement par la SCP à son Client au point de livraison.

**La pression maximale de service (PMS)** désigne la pression maximale en régime hydraulique permanent.

**Le régime transitoire** désigne l'écoulement non permanent caractérisé par des oscillations de pression et de débit. Ces oscillations sont provoquées par une modification rapide du régime d'écoulement en un point de la conduite (ouverture ou fermeture de vanne, démarrage ou arrêt de pompe, etc.).

**Le barème** désigne la valeur annuelle des redevances. Les barèmes sont édités chaque année et mis à disposition des Clients sur le site internet de la SCP.

**Le coefficient d'utilisation des ouvrages (CUO)** pondère la redevance annuelle de débit en incitant le Client à lisser sa consommation sur l'année.

**Le coefficient de rendement des ouvrages** désigne le rapport entre les volumes livrés à partir des réseaux de distribution de la SCP et les volumes prélevés dans la ressource en eau.

**La force majeure** désigne tout événement imprévu, échappant au contrôle de la SCP et dont les effets insurmontables l'obligent à interrompre la fourniture d'eau : notamment le gel, la rupture de canalisations, les inondations ou autres catastrophes naturelles, actes de terrorisme, pollution.

#### 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

##### 10 - Objet du service

Le service « Eaux Urbaines » est destiné aux collectivités territoriales, établissements publics ou privés, pour satisfaire l'ensemble des besoins en eau de leur population.

Le service de l'eau est assuré en laissant au Client le libre choix du débit qu'il désire prélever dans la limite du débit souscrit et pendant les périodes demandées au contrat.

Les collectivités territoriales et établissements publics ou privés désirant être alimentées en « Eaux Urbaines » par la SCP doivent souscrire un contrat, sauf fourniture imprévue.

Les tarifs applicables sont les tarifs « Eaux Urbaines » aux conditions ci-après.

La SCP rappelle à ses Clients la nécessité d'une consommation sobre et respectueuse de la préservation de l'environnement.

##### 11 - Assistance au Client

La SCP s'engage à mettre en œuvre un service de qualité garantissant notamment les prestations suivantes :

- une assistance technique 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour répondre aux urgences concernant l'alimentation en eau,
- la mise à disposition d'un interlocuteur privilégié, susceptible de se déplacer et mettre en relation le Client avec les experts de la SCP dans tous ses domaines de compétence.
- la tenue d'une réunion annuelle, à la demande du Client, pour suivre l'évolution de ses besoins, ses consommations et facturations, et le conseiller sur une adaptation éventuelle de son contrat,
- une fiche contact permettant au Client et à la SCP d'identifier et de joindre les bons interlocuteurs, notamment pour les questions relatives à la continuité du service de l'eau précisées à l'article 20.3 des présentes conditions générales,
- un traitement prioritaire des demandes et une réponse écrite aux courriers dans les 10 jours ouvrés,
- un espace Client au sein du site internet de la SCP permettant au Client de :
  - accéder en permanence à ses :
    - contrat(s) du service de l'eau avec la SCP,
    - factures avec un historique de 2 ans,
    - consommations avec un suivi sur 5 ans,
    - contacts avec les coordonnées détaillées de ses interlocuteurs à la SCP,
    - informations sur la qualité de l'eau et résultats des analyses périodiques effectuées en l'un des points de prélèvement du réseau de surveillance.
  - suivre en temps réel les débits mobilisés au poste de livraison
  - activer des alertes de débit et de consommation,
  - mettre à jour ses coordonnées et ses contacts,
  - géolocaliser son ou ses postes de livraison.

##### 12 - Différents types de fourniture

Selon ses besoins, le Client dispose de trois types de fourniture, auxquels s'appliquent les tarifs définis à l'article 32.

##### 12.1 - Fourniture annuelle

La fourniture annuelle d'eau urbaine est destinée aux Clients dont les besoins en eau s'étalent sur toute l'année ou une grande partie de celle-ci. Les débits souscrits pour une fourniture annuelle sont mis en permanence à la disposition du Client et facturés au tarif normal sauf cas particuliers précisés à l'article 32.1 des présentes conditions générales.

##### 12.2 - Fourniture saisonnière

La fourniture saisonnière est destinée aux Clients dont les besoins en eau augmentent en période estivale. Les débits souscrits en fourniture saisonnière sont par défaut mis à disposition du Client sur une durée de quatre mois correspondant à la période de pointe. A titre exceptionnel ils peuvent être mis à disposition à la demande moyennant un délai de prévenance. La durée de mise à disposition de la fourniture saisonnière s'étendra alors de la date de la demande à la fin de la période de pointe.

La fourniture saisonnière est facturée au tarif saisonnier.

##### 12.3 - Fourniture de secours

La fourniture de secours est destinée aux Clients désirant s'assurer de la disponibilité des débits nécessaires à des besoins ponctuels (défaillance accidentelle de leur alimentation, événement exceptionnel...). Les débits souscrits en fourniture de secours sont par défaut mis en permanence à disposition du Client. A titre exceptionnel ils peuvent être mis à disposition à la demande moyennant un délai de prévenance. La durée de mise à disposition de la fourniture de secours s'étendra alors de la date de la demande au 31 décembre de l'année d'utilisation.

La fourniture de secours est facturée au tarif secours.

##### 13 - Qualité des eaux

L'eau acheminée par le Canal de Provence est brute. C'est une eau naturelle qui n'a subi aucun traitement physique ou chimique. Elle n'est donc pas destinée à la consommation humaine en l'état.

La SCP s'engage à préserver la qualité originelle de l'eau durant son parcours, grâce aux dispositions constructives des ouvrages de transport et à des procédures d'exploitation de ses réseaux, afin de conserver au mieux la qualité de l'eau brute livrée. La qualité de l'eau fait l'objet d'un suivi en continu grâce à un réseau de capteurs répartis sur l'ensemble des ouvrages et à la réalisation d'analyses périodiques systématiques en laboratoire.

Toutefois, s'agissant d'eaux brutes, la responsabilité de la SCP ne pourra pas être engagée en cas de dommages résultant de l'utilisation ou de la distribution de l'eau fournie sans un traitement préalable approprié, tel que défini par les autorités sanitaires et mis en place par le Client.

#### 2 - MISE A DISPOSITION DES EAUX

##### 20 - Livraison des eaux

###### 20.1 - Point de livraison

Le point de livraison des eaux se situe à l'aval immédiat du poste de livraison de la SCP. Il matérialise la limite entre le réseau SCP et le réseau privatif du Client. Le Client est seul responsable de la partie du réseau située à l'aval du point de livraison, ainsi que de tout appareil qu'il pourrait y installer.

###### 20.2.1 - Sujétions foncières

Le raccordement du Client est subordonné à la constitution préalable des servitudes, ou droits de propriété, nécessaires à l'installation et à l'exploitation des canalisations et des ouvrages annexes destinés à la desserte du Client.

###### 20.2.2 - Accès aux ouvrages et communication des informations

Le Client s'engage à assurer en permanence aux agents de la SCP le libre accès aux ouvrages de la SCP situés sur sa propriété. Il ne peut en revanche accéder lui-même au poste de livraison, sauf autorisation préalable de la SCP.

Le Client peut demander la retransmission en temps réel des informations disponibles relatives à la fourniture d'eau. La SCP facture dans ce cas au Client le coût d'établissement du dispositif de retransmission et de son fonctionnement. Les renseignements fournis n'ont qu'une valeur indicative et sont transmis sous réserve de la précision et de la fiabilité du matériel de transmission. Ils ne peuvent en aucun cas être utilisés par le Client pour la régulation de son réseau privé.

###### 20.3 - Continuité de la fourniture d'eau

La SCP s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires pour assurer la continuité de la fourniture d'eau et, en cas d'incident, son rétablissement dans les délais les plus brefs. Pour permettre l'exécution de travaux ou de manœuvres d'exploitation, la SCP peut être dans l'obligation d'interrompre la livraison de l'eau. Les Clients risquant d'être affectés par ces interruptions seront informés de la programmation et de la durée prévisible des arrêts dans les conditions décrites ci-après. Tout autre défaut de livraison d'eau par la SCP est présumé avoir pour cause des circonstances exceptionnelles impératives ou un cas de force majeure. La SCP se réserve le droit, exclusivement en cas d'impérieuse nécessité, d'instituer provisoirement un service réduit pour assurer une desserte équitable de l'ensemble des Clients. L'interruption de la fourniture pour les motifs évoqués ci-dessus ne pourra donner lieu à réclamation.

La SCP s'engage à prendre en compte les contraintes de production du Client dans ses processus d'exploitation, pour que lors d'une coupure, le Client bénéficie d'une information privilégiée. En cas d'interruption programmée du service de l'eau, la SCP s'engage à :

- examiner avec le Client la date, l'heure et la durée de l'interruption du service,
- informer le Client 10 jours avant l'interruption par courrier et téléphone,
- informer le Client à la remise en eau.

En cas d'interruption non programmée du service de l'eau, la SCP s'engage à avertir le



Client par téléphone dans les premières heures qui suivent le moment où la SCP prend connaissance de l'interruption (conformément aux précisions mentionnées au contrat). La SCP s'engage également à prendre en compte les contraintes du Client vis-à-vis de la continuité du service de l'eau, lors de la définition des programmes de rénovation (priorisation, voire anticipation des rénovations) et de sécurisation (maillages, réserves...).

#### 20.4 - Débits et pression

Le Client est libre de mobiliser le débit au point de livraison dans la limite du débit souscrit. Les débits délivrés au Client sont garantis compte tenu de la précision des appareillages utilisés.

Le contrat précise la valeur de la pression minimale garantie pour le débit souscrit au point de livraison ainsi que la valeur de la pression maximale de service hors régimes transitoires. La SCP ne peut être tenue pour responsable de l'absence de délivrance du débit souscrit si les installations du Client ne permettent pas de le mobiliser à la pression garantie au poste.

En régime transitoire, la pression peut varier par rapport aux limites de pressions spécifiées au contrat. Le Client doit protéger ses propres installations contre les régimes transitoires susceptibles d'être générés par le réseau SCP, sur la base de surpressions pouvant atteindre 4 bars au-dessus de la pression maximale de service spécifiée au contrat. Il doit également les protéger contre les régimes transitoires générés par le fonctionnement de ses propres ouvrages. La SCP peut apporter un conseil complémentaire adapté aux conditions spécifiques des installations du Client.

#### 20.5 - Equipement du poste de livraison et mesure des quantités d'eau fournies

Les volumes consommés sont mesurés par des appareils de comptage, placés par la SCP, dont la précision est conforme aux textes réglementaires en vigueur. Les débits maximums délivrables au Client sont réglés aux valeurs contractuelles par des appareils limiteurs de débit.

Afin de distinguer les volumes fournis par type de fourniture inscrit au contrat (annuelle, saisonnière, secours) les postes de livraison de la SCP sont, chaque fois que possible, équipés de compteurs multitranches ou de plusieurs passes équipées chacune d'un compteur totalisateur.

Lorsque plusieurs types de fourniture sont souscrits sur un même poste de livraison et que tous les volumes consommés sont mesurés par un compteur totalisateur, les volumes comptabilisés sont répartis par type de fourniture, conformément à l'article 40.

#### 20.6 - Contrôle des appareils de comptage

La SCP procède à la vérification des appareils de comptage lorsqu'elle le juge utile.

Le Client peut demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications de l'appareil de comptage. En cas de contestation, il a la possibilité de demander la dépose de l'appareil en vue de son contrôle.

Si l'écart constaté dépasse le pourcentage de précision fixé par la réglementation en vigueur, les frais sont à la charge de la SCP, ils sont à la charge du Client dans le cas contraire.

Lorsque les appareils de comptage se sont révélés défectueux, la SCP procède à leur remplacement dans les meilleurs délais. Pendant la période qui s'étend du constat de mauvais fonctionnement à la mise en place des nouveaux appareils, les valeurs lues sur les appareils de comptage défectueux sont majorées ou minorées du défaut de précision. La mesure de la consommation pourra ainsi être rectifiée rétroactivement, en remontant au maximum au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de la vérification de l'appareil. En cas d'arrêt de fonctionnement des appareils de comptage, la SCP prend toutes dispositions pour ne pas interrompre le service et pour procéder à la réparation ou au remplacement des appareils de comptage ; la facturation des volumes délivrés pendant cette période s'effectue sur la base des valeurs enregistrées entre les deux précédents relevés.

#### 20.7 - Protection du réseau collectif de la SCP

Les installations privatives du Client, en aval du point de livraison, ne doivent pas pouvoir perturber le fonctionnement du réseau collectif de la SCP, en compromettre la pérennité, ou engendrer une pollution de l'eau distribuée, du fait des conditions de leur utilisation. Le Client doit notamment prendre toute mesure pour interdire les phénomènes de retour d'eau et pour limiter à 4 bars au-dessus de la pression maximale de service et en un point quelconque du réseau de la SCP, les surpressions en régimes transitoires générées par le fonctionnement de ses propres installations.

Le Client doit s'assurer, à la mise en place du raccordement et lors de toute évolution de ses installations, de la maîtrise des risques de perturbation du réseau de la SCP et informer celle-ci des dispositions prises.

La SCP peut apporter un conseil en matière de prévention des régimes transitoires et recommande la mise en place d'un dispositif anti-bélier ainsi que d'un dispositif anti-retour (clapet, disconnecteur ou rupture hydraulique). Elle peut dans certains cas les exiger. La mise en place de ces dispositifs, leur vérification et leur entretien à périodicités adaptées, sont dans tous les cas à la charge du Client.

### 21 - Infractions et pénalités

#### 21.1 - Infractions

Les relevés de compteur, la surveillance et la sécurité des ouvrages sont assurés par les agents de la SCP. Ils sont habilités à constater tout manquement aux obligations contractuelles ou toute infraction et, le cas échéant, à dresser des procès-verbaux. Fait notamment l'objet de poursuites judiciaires toute manœuvre qui tend à modifier le comptage de l'eau, l'enregistrement ou la limitation du débit, ou encore à dériver l'eau en amont des appareils destinés à réaliser ces opérations, ainsi que le défaut de protection des réseaux collectifs. En aucun cas, l'eau brute ne peut être cédée à un tiers sans l'accord préalable de la SCP. Toute infraction aux présentes conditions générales met la SCP en droit de percevoir les pénalités prévues à l'article 21.2 ci-après indépendamment des poursuites judiciaires qui pourront être engagées.

#### 21.2 - Pénalités

Toute infraction dûment constatée, indépendamment des sanctions pénales et de la réparation du dommage éventuel, sera assortie des pénalités suivantes :

- > pour toute violation des dispositions du présent texte, notamment usage de l'eau non conforme et cession d'eau à un tiers : deux fois la valeur de la redevance annuelle de débit,
- > pour fraude, rupture frauduleuse du plombage des appareillages : quatre fois la valeur de la redevance annuelle de débit,
- > pour dégradation par malveillance des installations affectées au Client ou défaut de

protection des réseaux collectifs SCP : quatre fois la valeur de la redevance annuelle de débit.

En cas de récidive, les pénalités ci-dessus sont doublées. Ces infractions pourront entraîner la résiliation, de plein droit et sans intervention judiciaire, du contrat par la SCP, ou la suppression de la fourniture de l'eau à titre temporaire.

### 3 - CONTRAT ET TARIFS

#### 30 - Établissement du contrat

La signature d'un contrat est la condition préalable à toute fourniture d'eau. Il peut inclure plusieurs postes de livraison précisant pour chacun les débits souscrits.

##### 30.1 - Durée du contrat

Le contrat prend effet à la date de sa signature par les parties.

Le contrat est conclu pour une période d'une durée minimum de cinq ou dix années. La date d'expiration du contrat est fixée au plus tôt au 31 décembre de la cinquième ou de la dixième année suivant celle de la mise à disposition de l'eau.

Après cette période, le contrat est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes égales à la première sauf conditions particulières ou dénonciation par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec préavis d'un an avant la date d'expiration du contrat.

##### 30.2 - Débit souscrit au contrat

Le contrat précise les débits souscrits par type de fourniture à chaque poste de livraison et par unité entière de débit.

Chaque débit souscrit est attaché à un seul poste de livraison. Pour chaque poste, le Client peut ajuster les débits souscrits à la baisse pendant la durée du contrat. Pour un contrat de dix ans, le cumul des ajustements à la baisse effectués sur la durée du contrat pourra au plus représenter vingt pour cent de la somme des débits souscrits en annuel et saisonnier à la date de prise d'effet du contrat ou de sa reconduction. Pour les contrats d'une durée de cinq ans, le cumul pourra au plus représenter dix pour cent de cette somme.

Le Client peut également transférer en saisonnier ou annuel des débits souscrits en secours, et en annuel des débits souscrits en saisonnier. Les augmentations de débit sont acceptées par la SCP dans la limite de la capacité de transport de ses ouvrages. Le Client doit informer la SCP des ajustements de ses souscriptions avant le 31 décembre de l'année précédente pour les débits qu'il souhaite réduire, et au plus tard le 31 mars de l'année en cours dans tout autre cas. Des modifications en hausse du débit souscrit en saisonnier pourront être acceptées au-delà de cette date dans la limite de dix pour cent des débits précédemment souscrits en annuel et saisonnier. Toute augmentation de débit postérieure au 31 mars, au-delà de la limite des dix pour cent exprimée ci-dessus, relève des conditions pour « fournitures imprévues » définies au Titre 5.

Les modifications du contrat prennent effet au 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours.

##### 30.3 - Conditions applicables au contrat

Des conditions spéciales peuvent compléter les présentes conditions générales, notamment si l'eau desservie fait l'objet d'un traitement préalable. Des clauses particulières peuvent également figurer au contrat. Ces conditions particulières prévalent sur les conditions générales.

##### 30.4 - Règlement des litiges

Préalablement à toute saisine éventuelle des juridictions compétentes, les parties s'engagent à se rencontrer, à l'initiative de la partie la plus diligente. Elles peuvent décider de choisir, d'un commun accord, un conciliateur afin de régler leur différend. A défaut, et après constatation du différend par lettre recommandée avec accusé de réception, la partie la plus diligente saisira le Tribunal de Commerce d'Aix-en-Provence auprès duquel il est fait élection.

### 31 - Réalisation et modification du raccordement

#### 31.1 - Raccordement

Le raccordement du Client à partir des ouvrages de la SCP, jusque et y compris le poste de livraison, est exécuté par la SCP aux frais du Client.

La SCP présente au Client un devis. Ce devis est accepté et réglé par le Client préalablement à l'exécution des travaux. Les installations construites deviennent, jusques et y compris le poste de livraison, la propriété exclusive de la SCP, dans le cadre du patrimoine concédé. Elle en assure l'entretien et l'exploitation. Les conditions de raccordement doivent assurer la protection du réseau collectif de la SCP telle qu'explicitée à l'article 20.7.

##### 31.2 - Modifications du raccordement

Le Client s'interdit d'apporter lui-même une quelconque modification aux installations de la SCP. Les modifications du raccordement demandées par le Client et acceptées par la SCP sont exécutées par cette dernière aux frais du demandeur. Elles font l'objet d'un devis qui est présenté au Client pour acceptation. La modification du raccordement ne peut intervenir qu'après acceptation et paiement par le Client.

### 32 - Tarifs

#### 32.1 - Tarifs par types de fourniture

A chacun des types de fourniture définis à l'article 12 correspond un tarif :

- > le tarif normal,
- > le tarif saisonnier,
- > le tarif secours.

La fourniture annuelle peut par ailleurs être associée à un tarif adapté lorsqu'une convention est passée avec le Client pour tenir compte de la fourniture d'une ressource en eau et/ou d'une adduction ou encore de la mise en place d'une gestion coordonnée de ressources en eau.

##### 32.2 - Zones tarifaires

Les tarifs du service de l'eau sont définis par zones géographiques, nommées zones tarifaires «1», «2» et «3». La commune d'implantation du poste de livraison du Client détermine la zone tarifaire appliquée (voir la «liste des communes par zone tarifaire»).

##### 32.3 - Structure des tarifs

Les tarifs des «Eaux Urbaines» comprennent trois ou, s'il y a lieu, quatre termes :

- > une redevance annuelle de débit proportionnelle au débit souscrit par le Client,
- > une redevance de consommation hors pointe, proportionnelle au nombre de mètres

cubes d'eau consommés en période hors pointe,

- une redevance de consommation en pointe, proportionnelle au nombre de mètres cubes d'eau consommés en période de pointe,
- une redevance pour pompage lorsque la livraison de l'eau exige un relèvement de celle-ci.

### 32.4 - Redevance annuelle de débit

Pour chacun des tarifs, la redevance annuelle de débit est le produit du débit souscrit par le Client par la redevance de débit au litre/seconde de la zone tarifaire dont il relève. Pour les tarifs associés à la fourniture annuelle, la redevance annuelle de débit ainsi calculée est pondérée par le Coefficient d'Utilisation des Ouvrages (C.U.O.). Le CUO a pour objet d'inciter le Client à lisser sa consommation sur l'année. Il est calculé selon la formule :

$$\frac{75\,000}{Q} \div 50\,000$$

où Q est le débit souscrit en normal en l/s et V la consommation annuelle du Client associée à ce débit, en m<sup>3</sup>. Le CUO est compris entre 0,92 pour la consommation annuelle maximum par litre/seconde (soit 31 536 mètres cubes) et 1,5 pour une consommation nulle.

### 32.5 - Redevances proportionnelles à la consommation

La consommation est facturée au mètre cube.

#### 32.5.1 - Périodes hors pointe et de pointe

La période hors pointe s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 14 mai inclus et du 15 septembre au 31 décembre inclus. La période de pointe s'étend du 15 mai au 14 septembre inclus.

#### 32.5.2 - Franchise de consommation et coefficient de prélèvement pour le tarif secours

La souscription d'un débit de secours est assortie d'une franchise annuelle de consommation fixée à trois cents mètres cubes par litre/seconde souscrit. Les redevances proportionnelles à la consommation du tarif secours sont modulées en fonction des volumes consommés par les coefficients R1, R2 et R3 de prélèvements suivants :

- R1 = 1 pour une consommation comprise entre 300 et 3 000 m<sup>3</sup> par l/s souscrit,
- R2 = 0,5 pour une consommation comprise entre 3 001 et 6 000 m<sup>3</sup> par l/s souscrit,
- R3 = 0,2 pour une consommation supérieure à 6 001 m<sup>3</sup> par l/s souscrit.

### 32.6 - Redevance pour pompage

Si, pour satisfaire à la garantie de débit assurée aux Clients, la SCP est contrainte d'effectuer un relèvement des eaux par pompage, le prix du mètre cube est alors majoré d'une redevance dite de pompage, calculée suivant la formule :

$$0,005 \times P \times H \text{ dans laquelle :}$$

P est le prix du kilowattheure, majoré des taxes et contributions en application, tel qu'il sera défini au moment de la révision des barèmes par le tarif de fourniture d'électricité en vigueur,

En période de pointe, le prix du kilowattheure correspond à celui des heures pleines d'été, En période hors pointe, le prix du kilowattheure correspond aux heures pleines d'hiver,

H est la hauteur de pompage, exprimée en mètres.

## 4 - FACTURATION ET REGLEMENT DES REDEVANCES

### 40 - Relève des consommations

La SCP procède aux relevés de compteurs avec une périodicité adaptée aux types de fourniture souscrits, au minimum mensuelle. Lorsque le contrat est souscrit pour plusieurs types de fourniture et dans le cas où le poste de livraison n'est équipé que d'un seul compteur totalisateur, les volumes délivrés pendant les périodes de prélèvements simultanés de ces différentes fournitures seront répartis comme suit. Les volumes seront répartis par tranches en affectant au tarif normal un volume maximal de 80 m<sup>3</sup>/j par litre/seconde souscrit en annuel. Le surplus éventuel sera affecté au tarif saisonnier dans la même limite de 80 m<sup>3</sup>/j par litre/seconde souscrit en saisonnier. Le volume résiduel sera affecté au tarif secours. Le calcul s'effectuera pour chaque période comprise entre deux relevés successifs des appareils de comptage.

En l'absence de précision sur les périodes de prélèvement, la durée d'utilisation du secours sera réputée s'étendre de la date de la demande d'utilisation de cette fourniture au 31 décembre de l'année d'utilisation.

### 41 - Facturation et règlement des redevances

#### 41.1 - Modalités de facturation des redevances

Le Client titulaire d'un contrat du service des «Eaux Urbaines» reçoit quatre factures par an : trois factures d'acompte en janvier, juin et octobre de l'année n, puis une quatrième facture définitive en janvier de l'année n+1.

Les barèmes des redevances de débit et des redevances proportionnelles à la consommation, utilisés pour la facturation, sont révisés chaque année suivant la formule de révision des prix précisée à l'article 42. Ces barèmes annuels sont édités au début de l'année n.

LA PREMIÈRE FACTURE, émise au cours du mois de janvier de l'année n, correspond au règlement d'un acompte représentant la première moitié des redevances annuelles de débit dues au titre de l'année n.

LA DEUXIÈME FACTURE, émise entre le 15 mai et le 15 juin de l'année n, correspond au règlement :

- de la deuxième moitié des acomptes sur les redevances annuelles de débit dues au titre de l'année n ;

- des redevances proportionnelles à la consommation en période hors pointe constatée entre la date du relevé effectué en décembre de l'année n-1 et le 14 mai de l'année n pour chaque type de fourniture.

LA TROISIÈME FACTURE, émise dans le courant du mois d'octobre de l'année n correspond au règlement des redevances proportionnelles à la consommation en période de pointe constatée du 15 mai de l'année n au 14 septembre de l'année n, pour chaque type de fourniture.

LA QUATRIÈME FACTURE, émise au début de l'année n+1, correspond au règlement :

- pour la fourniture annuelle : du solde de la redevance annuelle de débit de l'année n compte tenu du coefficient d'utilisation des ouvrages et déduction faite des acomptes

versés.

- quel que soit le type de fourniture :

- des montants des redevances annuelles proportionnelles à la consommation en période hors pointe constatée du 15 septembre jusqu'à la date du relevé effectué en décembre de l'année n pour chaque type de fourniture,
- des montants des redevances de débit supplémentaires souscrits en cours d'année n et n'ayant pas fait l'objet d'une facturation préalable.

### 41.2 - Modalités particulières de facturation pour les nouveaux postes de livraison

Pour les postes de livraison mis en service en cours d'année n, le montant des acomptes est facturé comme indiqué à l'article 41.1. Le montant des acomptes ainsi que la valeur de la redevance annuelle de débit sont déterminés pour les fournitures annuelles et de secours au prorata du temps restant à courir à partir de la date de mise à disposition des eaux jusqu'au 31 décembre. Pour la fourniture saisonnière, la redevance annuelle de débit est déterminée au prorata de la période de mise à disposition des débits saisonniers, à partir de la date de mise à disposition de l'eau. Pour les fournitures annuelles, les paramètres fixes du coefficient d'utilisation des ouvrages, pris en compte dans la facturation effectuée en janvier de l'année n+1, sont réduits au prorata du temps écoulé du 1<sup>er</sup> janvier de l'année n jusqu'à la date de mise à disposition de l'eau.

### 41.3 - Délais de paiement des factures

Le délai maximum de paiement est de 30 jours suivant la date d'émission de la facture.

Le paiement des factures, dans le délai fixé ci-dessus, peut être effectué par prélèvement automatique ou virement bancaire ou postal.

À partir du jour suivant la date d'échéance de la facture, le Client est redevable de plein droit des intérêts de retard. Leur taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majorée de huit points de pourcentage. En outre, tout retard de paiement entraîne l'application d'une indemnité forfaitaire de quarante euros pour frais de recouvrement. Une indemnité complémentaire pourra être réclamée, sur justificatifs, si les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire.

### 41.4 - Taxes et impôts

Les tarifs définis à l'article 32 s'entendent hors taxes.

Conformément à la législation en vigueur, les redevances sont majorées, lors de la facturation, de la TVA et des charges fiscales ou redevances éventuellement applicables au service de l'eau. La SCP est notamment chargée de collecter, les redevances de l'Agence de l'Eau sur les prélèvements d'eau. Le montant facturé est proportionnel aux volumes d'eau prélevés, c'est-à-dire aux volumes effectivement livrés et affectés du coefficient de rendement des ouvrages.

### 41.5 - Envoi des factures et responsabilité du paiement

Les factures sont établies au nom du Client. La SCP peut accepter de les établir à l'adresse d'un tiers désigné comme payeur par le Client. Les factures peuvent être envoyées au Client sous forme dématérialisée, à sa demande expresse et sous réserve que le Client ait transmis à la SCP les informations nécessaires. En cas de défaut de paiement, seul le Client, titulaire du contrat, demeure responsable du paiement des factures.

### 42 - Révision des redevances

Les redevances annuelles de débit et redevances de consommation varient chaque année en fonction des conditions économiques par application de la formule de révision définie ci-dessous. Les barèmes appliqués au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année résulteront du produit des barèmes de référence par le coefficient de révision suivant.

#### 42.1 - Coefficient de révision

Il varie suivant la formule :

$$C = 0,15 + 0,5 \left[ 0,25 \frac{ICHT - E_n}{ICHT - E_0} + 0,6 \frac{TP10a_n}{TP10a_0} \right] + 0,5 \left[ 0,25 \frac{TP11_n}{TP11_0} + 0,6 \frac{TP02_n}{TP02_0} \right]$$

dans laquelle :

- TP02<sub>n</sub>, TP10a<sub>n</sub>, TP11<sub>n</sub> sont les valeurs, au mois d'août de l'année précédant l'année de facturation, des indices nationaux de travaux publics publiés au BOCCRF concernant respectivement : les ouvrages d'art, les canalisations et adductions d'eau, les canalisations à grande distance,

- ICHT-E<sub>n</sub> est la valeur, au mois de juin de l'année précédant l'année de facturation, de l'indice du coût horaire du travail des salariés de la production et de la distribution d'eau publié par l'INSEE,

- TP020, TP10a0, TP110 et ICHT-E0 sont les valeurs de référence de ces mêmes indices en 2019, soit respectivement 114,7, 111,3, 105,5 et 116,6.

Les calculs sont arrondis au centième pour le prix des redevances et au cent-millième pour le prix des mètres cubes.



## 42.2 - Barèmes de référence

Les barèmes de référence sont les barèmes appliqués pour l'année 2020 :

Valeurs de référence en euros hors taxes					
	Zone tarifaire	Unités	Tarif Normal	Tarif Saisonnier	Tarif Secours
Redevance de débit	Zone 1	€ par l/s	3788,70+6440,79/(Q-1)	1894,35	1262,90
	Zone 2	€ par l/s	2327,37+3956,53/(Q-1)	1163,69	775,79
	Zone 3	€ par l/s	494,41+840,50/(Q-1)	247,21	164,80
Redevance de consommation hors pointe	Zones 1, 2 et 3	€/m³	0,11814	0,29535	0,59070
Redevance de consommation en pointe	Zone 1	€/m³	0,37090	0,92725	1,85450
	Zone 2	€/m³	0,27139	0,67848	1,35695
	Zone 3	€/m³	0,12491	0,31228	0,62455

Q est la valeur du débit souscrit en unité de litres par seconde.

## 42.3 - Remplacement d'indices

Dans l'hypothèse où ces indices ne seraient plus publiés, la SCP en substituerait de nouveaux en référence aux séries officiellement publiées et en relation directe avec l'objet du contrat. Cette substitution interviendrait sans changement de la structure, ni du niveau des tarifs et serait portée à la connaissance du Client qui, à défaut de manifestation contraire, sera réputé l'accepter.

## 5 - DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AUX FOURNITURES IMPRÉVUES

### 50 - Conditions de fourniture

Le Client ou son représentant, dûment mandaté, et plus largement toute collectivité ou établissement public ou privé qui en a besoin, peut demander à la SCP de délivrer pendant des périodes de temps limitées, des débits qui n'ont pas été souscrits contractuellement. Ces fournitures ont un caractère très exceptionnel et ne constituent pas une obligation pour la SCP qui les effectue en fonction des possibilités d'exploitation de ses ouvrages. Ces dessertes particulières devront obligatoirement faire l'objet d'une demande écrite préalable, précisant l'acceptation des présentes conditions générales. Ce service sera immédiat si le raccordement le permet, ou s'effectuera dès son adaptation ou sa réalisation, dans la mesure toutefois où cette demande peut être techniquement satisfaite, sans perturber la desserte des autres Clients et le fonctionnement des ouvrages de la SCP.

### 51 - Durée d'application

La durée de mise à disposition de l'eau prendra fin au 31 décembre de l'année de la demande, sauf si celle-ci a eu lieu au cours du dernier trimestre, auquel cas la mise à disposition de l'eau sera prorogée au début de l'année suivante avec une durée totale de trois mois à partir de la demande.

### 52 - Mesure des consommations

Les débits et volumes délivrés sont réglés, contrôlés et mesurés à l'aide d'appareils équipant le poste de livraison ainsi qu'il est précisé à l'article 20.5. Toutefois, lorsque le Client est déjà titulaire d'un contrat du service de l'eau et dans le cas où le poste de livraison n'est équipé que d'un seul compteur totalisateur, les volumes délivrés pendant les périodes de fournitures imprévues seront calculés par différence entre le volume total prélevé et les volumes affectés aux autres fournitures, égaux à 86,4 m³ par jour et par litres/seconde souscrits.

### 53 - Tarif

Le service de l'eau, dans le cadre des fournitures imprévues, est facturé suivant un tarif comprenant :

- une redevance proportionnelle au débit délivré,
- une redevance proportionnelle au nombre de mètres cubes consommés en période hors pointe,
- une redevance proportionnelle au nombre de mètres cubes consommés en période de pointe,
- une redevance pour pompage, lorsque la livraison de l'eau exige un relèvement de celle-ci.

**53.1** - Le montant de la redevance de débit est égal à six fois le produit du débit maximum prélevé, exprimé en litre/seconde, par la valeur de la redevance de débit par litre/seconde applicable au tarif secours, correspondant à la zone tarifaire dont dépend le raccordement du Client.

**53.2** - Les volumes consommés au titre des fournitures imprévues pendant la période hors pointe sont facturés au mètre cube à un prix égal à celui du mètre cube applicable au tarif secours pour la période hors pointe, sans application du coefficient de prélèvement indiqué à l'article 32.5.2.

**53.3** - Les volumes consommés au titre des fournitures imprévues pendant la période de pointe sont facturés au mètre cube à un prix égal à celui du mètre cube applicable au tarif secours pour la période de pointe, correspondant à la zone tarifaire dont dépend le raccordement sans application du coefficient de prélèvement indiqué à l'article 32.5.2.

**53.4** - La redevance pour pompage est calculée dans les conditions définies à l'article 32.6.

### 54 - Facturation et règlement des redevances

**54.1** - Les clauses figurant au titre 4 « Facturation et règlement des redevances » sous les numéros d'articles 41.3, 41.4, et 42, s'appliquent aux fournitures faites pour les fournitures imprévues.

**54.2** - Ce service fera l'objet de facturations périodiques au tarif « fournitures imprévues » (voir article 53).

La première facture comprend au minimum la redevance de débit en sus des volumes déjà consommés.

## 6 - CONFIDENTIALITE DES DONNEES PERSONNELLES

Dans le strict respect de la réglementation applicable à la protection des données personnelles, et notamment le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (« RGPD ») et la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 dite « Informatique et Libertés », la SCP, en tant que responsable de traitement, est amenée à collecter et à traiter vos données personnelles dans le cadre, notamment, de l'exécution des services souscrits. Ces traitements ont pour finalités la délivrance du service, l'information des personnes concernées ayant souscrit à une newsletter à finalité commerciale, l'établissement de statistiques, ou encore la mise en œuvre de services complémentaires grâce à un compteur communicant, tels qu'une alerte de surconsommation, de fuite ou de gel, ou encore le suivi de votre consommation selon la fréquence que vous avez déterminée au moment de la souscription du service. Hormis les cas où le traitement de vos données personnelles est nécessaire à l'exécution du contrat nous liant, à notre intérêt légitime ou au respect d'une obligation légale qui nous est imposée, nous traiterons vos données personnelles uniquement si vous y avez consenti, de manière libre, expresse, spécifique, éclairée et univoque : une case collectant votre consentement est à cocher afin de pouvoir bénéficier des services associés aux compteurs communicants ou à la newsletter. Pour votre parfaite information, dans le cadre de l'exécution du service, la SCP peut être amenée à traiter vos données personnelles après les avoir anonymisées.

La SCP peut être amenée à communiquer à des tiers (communes, administrations,...) sur leur demande, les caractéristiques de la desserte de ses Clients.

Aucune information n'est communiquée à des tiers à des fins commerciales sans accord préalable de votre part.

Dans les modalités prévues par la réglementation applicable, vous pouvez accéder aux données vous concernant, les rectifier, demander leur effacement ou leur portabilité ou exercer votre droit à la limitation du traitement de vos données. Vous pouvez retirer à tout moment votre consentement au traitement de vos données en modifiant vos préférences depuis votre compte en ligne ou en cliquant sur le lien de désinscription prévu dans tout emailing, ou encore en vous opposant au traitement de vos données. Vous disposez également du droit de définir des directives post-mortem concernant vos données personnelles. L'ensemble de ces droits peut être exercé auprès de la SCP par voie postale en vous adressant à : Madame la Déléguée aux Données Personnelles - Le Tholonet CS 70064, 13162 AIX EN PROVENCE CEDEX 5, ou par courrier électronique, en vous adressant à : [dpd@canal-de-provence.com](mailto:dpd@canal-de-provence.com). Vous disposez également du droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle telle que la CNIL. Pour en savoir plus sur le traitement de vos données personnelles et vos droits, veuillez consulter notre charte RGPD accessible sur notre site internet.

## 7 - LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La lutte contre la fraude et la corruption dans toutes les pratiques d'affaires est une priorité pour la SCP. Ses attentes et engagements en la matière sont énoncés dans le Code de Conduite SCP consultable sur le site internet [www.canaldeprovence.com](http://www.canaldeprovence.com).

Le Client garantit que, dans le cadre des relations engagées avec la SCP, lui-même et l'ensemble de ses sociétés affiliées, dirigeants, salariés et toute personne physique ou morale intervenant pour son compte ainsi que ses sous-traitants respectent les lois et réglementations applicables en matière de lutte contre la fraude et la corruption.

## 8 - CONDITIONS D'APPLICATION DES CONDITIONS GÉNÉRALES

### 8.1 - Prise d'effet

Les présentes conditions générales sont applicables au 1er mars 2022, les dispositions antérieurement en vigueur, non reprises dans ce document se trouvant purement et simplement annulées. La SCP peut à tout moment modifier les présentes conditions générales, notamment à l'occasion de l'évolution des dispositions réglementaires. Ces modifications ultérieures entreront en vigueur au minimum un mois après avoir été portées à la connaissance du Client. Le Client pourra user de son droit de résiliation dans un délai de trois mois, la résiliation ayant lieu dans ces conditions sans pénalités de part et d'autre. Ces dispositions ne sont pas applicables aux modifications contractuelles imposées par la loi.

### 8.2 - Nullité partielle

Si une ou plusieurs stipulations des présentes conditions générales de vente sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles, en application d'une loi, d'un règlement ou d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et toute leur portée. Les parties conviennent alors de remplacer la clause nulle ou non valide par une clause qui se rapprochera le plus, dans son contenu, de la clause initialement arrêtée.

## LISTE DES COMMUNES PAR ZONE TARIFAIRE

### Zone 1

Allauch, Aubagne, Bagnols-en-Forêt, Bandol, Bargemon, Berre-l'Etang, Bormes-les-Mimosas, Callas, Callian, Carnoules, Carnoux-en-Provence, Carqueiranne, Carry-le-Rouet, Cassis, Cavalaire-sur-Mer, Ceyreste, Châteaudouble, Châteauneuf-les-Martigues, Clavières, Cogolin, Collobrières, Cornillon-Confoux, Coudoux, Cuers, Draguignan, Ensues-la-Redonne, Evenos, Figanières, Fos-sur-Mer, Fréjus, Gassin, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, Grimaud, Hyères, Istres, La Cadière-d'Azur, La Ciotat, La Crau, La Croix-Valmer, La Fare-les-Oliviers, La Farlède, La Garde, La Londe-les-Maures, La Mole, La Motte, La Penne-sur-Huveaune, La Seyne-sur-Mer, La Valette-du-Var, Lançon-de-Provence, Le Beausset, Le Castellet, Le Lavandou, Le Pradet, Le Revest-les-Eaux, Le Rove, Les Adrets-de-l'Estérel, Les Pennes-Mirabeau, Marignane, Marseille, Martigues, Miramas, Montauroux, Montferrat, Ollioules, Pierrefeu-du-Var, Plan-de-Cuques, Plan-de-la-Tour, Port-de-Bouc, Puget-sur-Argens, Puget-Ville, Ramatuelle, Rayol-Canadel-sur-Mer, Rognac, Roquebrune-sur-Argens, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Chamas, Saint-Cyr-sur-Mer,

Sainte-Maxime, Saint-Mandrier-sur-Mer, Saint-Mitre-les-Remparts, Saint-Raphaël, Saint-Victoret, Sanary-sur-Mer, Sausset-les-Pins, Six-Fours-les-Plages, Solliès-Pont, Solliès-Ville, Tourrettes, Toulon, Velaux, Ventabren, Vitrolles.

## Zone 2

Aix-en-Provence, Auriol, Barjols, Beaurecueil, Belcodène, Belgentier, Besse-sur-Issole, Bouc-Bel-Air, Bras, Brignoles, Brue-Auriac, Cabasse, Cabriès, Cadolive, Camps-la-Source, Châteauneuf-le-Rouge, Charleval, Cuges-les-Pins, Equilles, Flassans-sur-Issole, Flayosc, Forcalqueiret, Fuveau, Gardanne, Garéoult, Gonfaron, Gréasque, La Barben, La Bouilladisse, La Celle, La Destrousse, La Garde Freinet, La Roquebrussanne, La Roque-d'Anthéron, Lambesc, Le Cannet-des-Maures, Le Luc, Le Muy, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Le Thoronet, Le Val, Les Arcs, Les Mayons, Lorgues, Mazaugues, Méounes-les-Montrieux, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Nans-les-Pins, Néoules, Ollières, Pélissanne, Peynier, Peypin, Pignans, Plan-d'Aups-Sainte-Baume, Pourcieux, Pourrières, Puyloubier, Riboux, Rocbaron, Rognes, Roquevaire, Rougiers, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Sainte-Anastasie-sur-Issole, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, Saint-Savournin, Saint-Zacharie, Seillons-Source-d'Argens, Septèmes-les-Vallons, Signes, Simiane-Collongue, Solliès-Toucas, Taradeau, Tourves, Trets, Vauvenargues, Venelles, Vernègues, Vidauban, Vins-sur-Caramy.

## Zone 3

Artigues, Esparron-de-Pallières, Ginasservis, Gréoux-Les-Bains, Jouques, La Verdière, Montmeyan, Peyrolles-en-Provence, Rians, Saint-Julien-le-Montagnier, Régusse, Saint-Martin, Saint-Paul-lez-Durance, Vinon-sur-Verdon.





# AQUEDUC DE CARCES – SECTEUR FLASSANS

**MAITRE D'OUVRAGE  
MTPM**

Hôtel de la Métropole  
107 bd Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON CEDEX 9

**BUREAU D'ETUDES STRUCTURE  
SARL ETUDE PILOTAGE  
REALISATION**

153 rue Charles Lejeune  
83100 TOULON

**INGENIERIE ENVIRONNEMENTALE  
CABINET MERLIN AGENCE  
PROVENCE**

110 avenue de la Coriandre  
13600 LA CIOTAT

## MISSION DE DIAGNOSTIC STRUCTURE D'UNE PARTIE DE L'AQUEDUC FORMANT UN PONT-CADRE



Bureau d'Études Techniques  
Maîtrise d'œuvre

Tél. 04 94 23 97 23  
[epr@bet-epr.fr](mailto:epr@bet-epr.fr)

**DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE**

---

## Table des matières

<b>1</b>	<b>MISSION</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>Description de l'ouvrage</b>	<b>3</b>
<b>3</b>	<b>Description des désordres</b>	<b>6</b>
<b>4</b>	<b>ANALYSE DES DESORDRES ET ORIGINE DES DESORDRES</b>	<b>11</b>
4.1	Les microfissures	11
4.2	Fissure horizontale de la culée amont	12
4.3	Les murs de soutènement	13
<b>5</b>	<b>REMEDES</b>	<b>13</b>

**DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE****1 MISSION**

Le bureau d'études EPR est missionné par MTPM afin de réaliser un diagnostic structure de la zone de l'aqueduc formant un "pont-cadre" dans le secteur de Flassans sur Issole (83340).

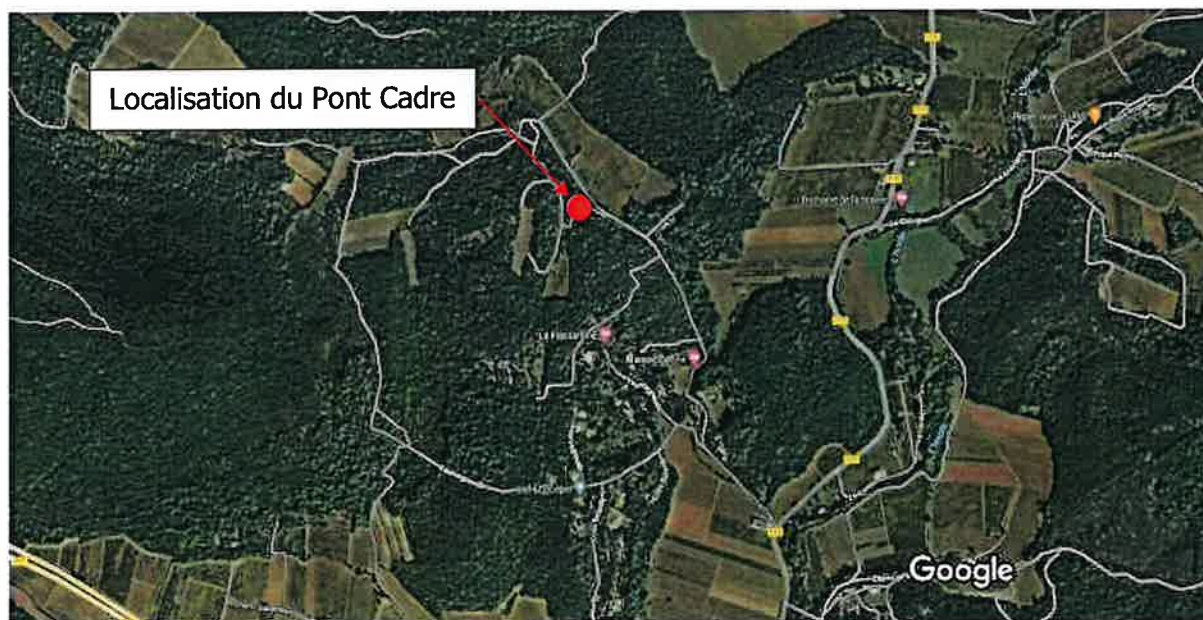
Notre mission comprend :

- ✓ Reconnaissance visuelle (sans sondage) à partir d'une visite sur site
- ✓ Rapport de diagnostic structure précisant l'état général de l'ouvrage, le type de travaux ou d'investigations à engager et leur niveau d'urgence.

**2 Description de l'ouvrage**

L'ouvrage pont cadre permet le passage de l'aqueduc au-dessus d'une piste en terre qui part de la route La Tine prenant elle-même son origine sur la D13.

Dans la suite du rapport nous appellerons zone Amont la zone du pont située côté Carcès, et zone Aval, la zone située côté Flassans sur Issole.



Le pont est en béton armé il est constitué d'un tablier de 30 cm d'épaisseur environ et de pieds droits en béton armé.

Il permet un passage libre de 2.88 m de largeur pour une hauteur de 2.72 m.



**DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE**

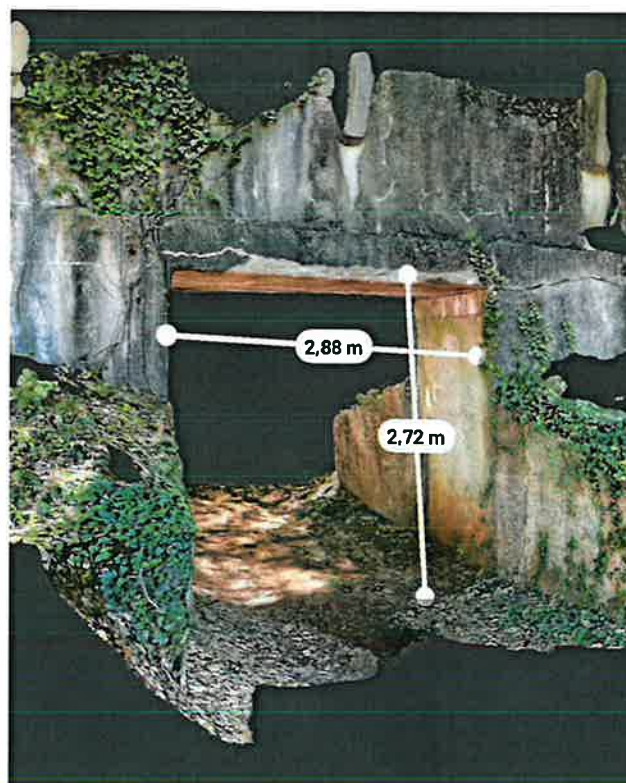
La hauteur du cadre qui transporte l'eau et du tablier est d'environ 1.75 m. La largeur de l'aqueduc est de 1.60m.

Dans cette partie, l'aqueduc est un cadre en béton armé fermé sur 4 cotés qui a été modifié au cours du temps : construction dans les années 1930 puis rehaussement des parois d'environ 50 cm dans les années 1960.

De part et d'autre de l'ouvrage les culées sont prolongées par de petits murs de soutènement qui permettent la tenue d'un remblais coté aqueduc vis-à-vis de la piste.

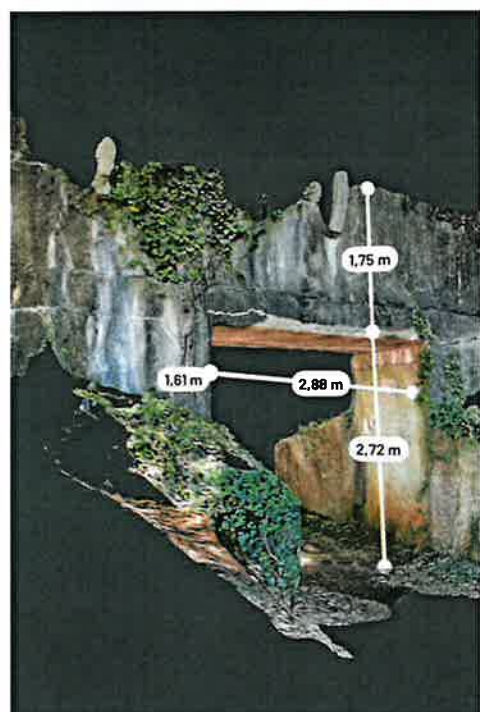
Le tablier et les culées semblent solidaires, on ne voit aucune trace d'un appui glissant ou de plaque de glissement entre les deux parties d'ouvrage.

Ci-dessous est présenté un scan 3D de la partie de pont mentionnant les cotes de passage.





**DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE**

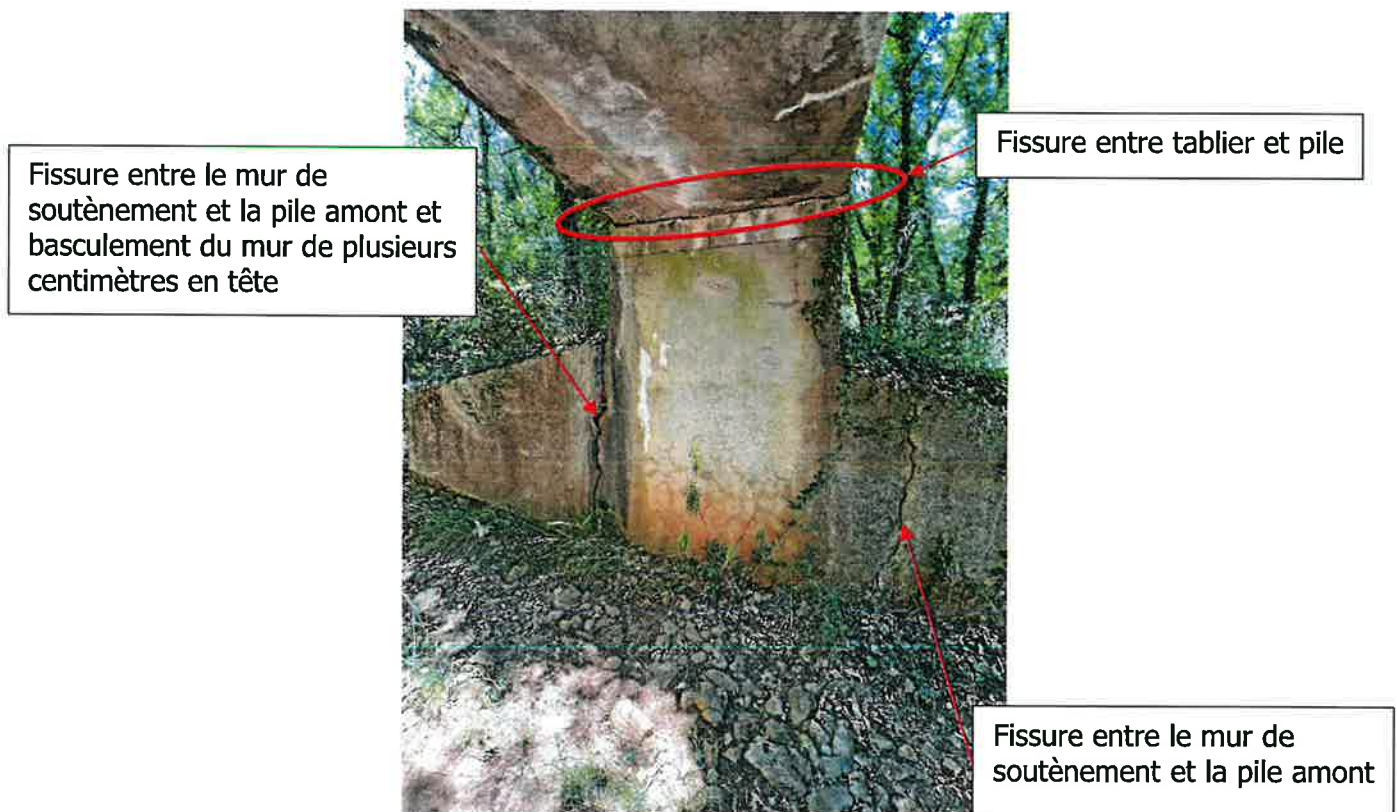


**DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE****3 Description des désordres****Culée Amont :**

On relève sur la culée Amont une fissure horizontale qui prend naissance sous le tablier et se prolonge sur 5 à 6 m vers l'amont. Cette fissure est visible des deux côtés de la pile. Elle mesure environ 15 mm au droit de la jonction tablier/pile puis se réduit pour disparaître au bout de 5 à 6 m en remontant vers l'amont.

Des petits murs de soutènement supportent un remblais coté aqueduc vis-à-vis de la piste. Ces murs présentent une fissure verticale de rupture avec la culée et une inclinaison de la partie haute indiquant une déformation sous la poussée des terres

On relève par ailleurs de nombreuses microfissures sur toutes les faces de l'ouvrage.





**DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE**

Détail de la fissure horizontale



Vue d'ensemble de la fissure horizontale

**Culée Aval :**

On relève sur la culée Aval une microfissure horizontale qui prend naissance sous le tablier et se prolonge sur plusieurs mètres vers l'aval. Cette fissure est visible des deux côtés de la pile, elle est bouchée par une trace de calcaire.

De même qu'à l'amont, de petits murs de soutènement supportent un remblais coté aqueduc vis-à-vis de la piste. Ces murs présentent une fissure verticale de rupture avec la culée et une petite inclinaison de la partie haute indiquant une déformation sous la poussée des terres



**DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE**

Microfissures bouchées par le calcaire



Fissure entre le mur de soutènement et la pile aval



Fissure entre le mur de soutènement et la pile aval

**DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE**

---

On relève par ailleurs de nombreuses microfissures désorganisées sur toutes les faces de la pile.

**Le tablier et l'aqueduc :**

L'aqueduc est un ouvrage de type cadre il n'y a aucune discontinuité au niveau de la partie en pont.

Le tablier en béton semble avoir une épaisseur de 30 cm environ. On trouve en sous face une couche d'enduit relativement épaisse de l'ordre de 3 à 4 cm et pour partie décollée de la sous face béton.

On peut voir en sous face des traces de calcaire sur l'enduit et le béton, témoin d'un défaut d'étanchéité de l'ouvrage.



Vue de la sous face du tablier : traces de calcaire et décollement de l'enduit



## DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE

---

L'aqueduc en cadre présente lui aussi de nombreuses petites fissures avec des traces de calcaires :



Vue des fissures sur la conduite en cadre de l'aqueduc

On trouve en partie supérieure une dalle de fermeture et un système de « pinces en béton » servant très certainement à maintenir les parois.



**DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE**

La dalle de couverture est fortement fissurée et cassée par endroit ce qui permet aux débris et déchets de passer dans la conduite.



Vue de la dalle de couverture une zone cassée

#### **4 ANALYSE DES DESORDRES ET ORIGINE DES DESORDRES**

Les désordres observés sont de nature très différente :

- Sur l'ensemble des ouvrages on relève des microfissures liées soit à des mouvements différentiels du cadre soit au vieillissement de l'ouvrage soit à la pénétration de racines dans le cadre.
- Sur l'ouvrage cadre on relève une fissure structurelle de la culée Amont qui a été décrite précédemment.
- Les murs de soutènement dans le prolongement des culées sont en train de basculer.

##### **4.1 Les microfissures**

Les microfissures observées concernent tous le cadre aqueduc et ne semblent pas en lien avec la présence du pont cadre. En effet nous avons pu observer les mêmes pathologies sur plusieurs dizaines de mètres en amont et en aval du pont.

Ces fissures sont source de micro-fuites de l'aqueduc, mais ne remettent pas en question la solidité de l'ouvrage.



**DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE****4.2 Fissure horizontale de la culée amont**

Cette fissure précédemment décrite montre une rupture entre la culée et le tablier de l'aqueduc.

D'après la forme de cette fissure il apparaît que la culée subit un tassement avec mouvement de rotation qui désolidarise la culée du tablier selon le schéma ci-dessous :



La conséquence de cette rupture est que la portée du tablier augmente de façon considérable puisque la culée amont n'est plus solidaire du tablier. Le tablier prend donc appui à l'extrémité amont de la fissure.

A l'origine la portée du tablier était la suivante :





**DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE**

Actuellement la portée du tablier est la suivante :



Il y a donc un risque important de rupture du tablier qui croît avec le développement de la fissure.

La conséquence pourrait être une rupture brutale de l'ensemble du tablier soit lors d'un épisode de forte sécheresse créant un nouveau tassement de la culée et un allongement de la fissure, soit lors d'une mise en charge plus importante de l'aqueduc (augmentation du volume d'eau transporté)

A ce stade, il est impossible de se prononcer sur un délai ou une probabilité de rupture.

**Le risque de rupture est avéré et immédiat.**

#### **4.3 Les murs de soutènement**

Les 4 murs de soutènement qui accompagnent les culées amont et aval sont cassés et désolidarisés des culées.

Ces murs ont de toute évidence été mal dimensionnés avec très certainement une insuffisance de fondation.

### **5 REMEDES**

A très court terme, il nous paraît judicieux de reconstituer un appui au droit de la culée afin de réduire la portée du tablier pour revenir à la situation d'origine.

Une solution rapide pourrait être un étalement du tablier contre la culée amont avec la mise en place de jambes de force.

A noter que cette solution réduira la largeur de passage sous le pont qui n'est que de 2.90m actuellement.

**DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE**

---



Projet d'étalement contre la culée amont.

A moyen terme il conviendra de procéder à des investigations plus poussées au niveau de l'assise des culées par un mission géotechnique de type G5. Puis de rechercher des solutions de stabilisation des culées pour remettre en charge le tablier : micropieux, injection de résine ou une réfection de l'ouvrage à neuf.

Pour EPR, le Gérant,



Frédéric MOULIUS Ingénieur ETP